

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1225 le 10 avril 2022

Dans ce numéro

Une religieuse américaine enlevée dans le nord du Burkina Faso...

(Page 2)

En Jordanie, des militants des droits de l'Homme auraient été espionnés à l'aide du logiciel Pegasus...

(Page 3)

Selon Washington, la Corée du Nord pourrait prochainement procéder à un nouvel essai nucléaire...

(Page 4)

Washington aurait discrètement procédé à un test de missile hypersonique au large de la côte ouest...

(Page 5)

Les États-Unis renforceraient leurs capacités biologiques militaires, selon Moscou...

(Page 6)

Le Bundestag approuve l'achat de 140 missiles pour armer les drones de la Bundeswehr...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Les États-Unis envisageraient de redéployer des armes nucléaires tactiques en Corée du Sud...

En visite à Washington, la délégation d'émissaires du président élu Yoon Suk-yeol a été reçue mardi par le conseiller à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche. À l'issue de cette rencontre, son chef, Park Jin, a annoncé avoir échangé avec Jake Sullivan sur le déploiement de l'arsenal stratégique dans la péninsule. Des propos qui intriguent les journalistes. Ceux-ci ont alors interrogé hier le porte-parole du Pentagone sur une telle possibilité. Lors de son point de presse, John Kirby n'était cependant pas limpide. Il s'est contenté de dire que l'administration Biden poursuit ses concertations avec Séoul sur les besoins des deux alliés pour leur préparation militaire conjointe. La voix du département de la Défense a aussi évité de répondre à la question de savoir si les États-Unis pourront redéployer en Corée du Sud leurs armes nucléaires tactiques, qu'ils avaient retirées en 1991. De fait, il a déclaré ne pas vouloir faire de mention sur une hypothèse.

(KBS World Radio, le 07-04-2022)

Un accord sécuritaire signé entre la Chine et les îles Salomon inquiète Taïwan...

Le ministère taïwanais des Affaires étrangères a aujourd'hui exprimé son inquiétude au sujet de la récente signature d'un accord de sécurité entre la Chine et les îles Salomon, affirmant que ce dernier menace la sécurité régionale. L'accord, signé entre Pékin et l'ancien allié diplomatique de Taïwan dans le Pacifique, permet à la Chine d'envoyer, à la demande de Honiara, des officiers de police et du personnel militaire dans l'archipel. Un accord qui permettrait ainsi à la Chine d'envoyer des forces de l'ordre pour aider le gouvernement salomonien à maintenir l'ordre, une coopération qui existe déjà avec plusieurs pays de la région et notamment avec l'Australie. Ainsi, lorsque la capitale a été le théâtre de violentes émeutes, l'Australie a été le premier pays à dépêcher, en 24 heures et à la demande du gouvernement de Manasseh Sogavare, des troupes dans l'archipel. Avec cet accord, la Chine pourra aussi amarrer des navires de guerre dans les ports salomoniens pour faire le plein de carburant ou de vivres. Mais l'accord entre Honiara et Pékin a suscité un vif émoi auprès des pays voisins, et en particulier auprès de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, mais aussi d'autres pays de la communauté internationale qui s'inquiètent de la présence militaire accrue de la Chine dans la région. La porte-parole de la diplomatie taïwanaise, Joanne Ou, a déclaré que le ministère était sérieusement inquiet au sujet de l'accord, affirmant que ce dernier menaçait la sécurité régionale et venait mettre à mal le statu quo et la chaîne d'approvisionnement des alliés démocratiques. Enfin, la porte-parole a appelé les îles Salomon à ne pas devenir une monnaie d'échange de l'armée chinoise et à ne pas aider la Chine à étendre sa présence militaire dans le Pacifique.

(Radio Taïwan international, le 07-04-2022)

... TERRORISME ...

Une religieuse américaine enlevée dans le nord du Burkina Faso...

Inquiétude au Burkina Faso où une religieuse américaine de 83 ans a été enlevée dans le nord du pays. Cela s'est produit dans la nuit de lundi à mardi. Il s'agit de sœur Sueellen Tennyson de la congrégation des Sœurs Marianites de Sainte Croix, a révélé l'évêque de Kaya, monseigneur Théophile Nare. Le nord du Burkina demeure sous la menace persistante d'attaques djihadistes. *(Radio Vatican, le 06-04-2022)*

Au moins douze militaires tués lors de l'attaque d'une base dans le centre-nord du Burkina Faso...

Au moins douze soldats et quatre engagés civils ont été tués vendredi dans une attaque contre une base militaire dans le centre-nord du Burkina Faso a annoncé l'armée dans un communiqué. Cette attaque dans une région en proie aux violences de groupes armés a aussi fait vingt-et-un blessés. Une source locale avait indiqué que cette attaque survenait en représailles à une opération militaire ayant permis de tuer plusieurs dizaines d'éléments de groupes armés dans la zone proche de Barsalogo. « Plusieurs combattants avaient également été capturés par l'armée lors de ces opérations, ce qui peut justifier cette offensive sur le détachement pour leur libération » a confié la source à l'AFP. Le président Paul-Henri Sandaogo Damiba, au pouvoir depuis le 24 janvier, avait annoncé récemment la création de comités locaux de dialogue avec les groupes armés, dans une tentative de restituer la paix dans un pays qui fait face depuis quelques semaines à une recrudescence d'attaques qui ont fait près de cent morts, civils et militaires. *(La voix de la Turquie, le 09-04-2022)*

Plus de 150 disparus après l'attaque d'un train par des inconnus armés dans le nord-ouest du Nigeria...

Plus de 150 personnes sont portées disparues après l'attaque d'un train au Nigeria. Toujours aucune nouvelle de ces passagers depuis que des hommes armés ont attaqué un train à l'aide d'explosifs. L'attaque est survenue la semaine dernière, le 28 mars précisément, entre la capitale Abuja et la ville de Kaduna, dans le nord-ouest du pays. Au moins huit personnes sont mortes sur le champ. Les assaillants ont fait exploser une bombe au passage du train avant d'ouvrir le feu à l'intérieur sur les passagers. Le président Muhammadu Buhari a indiqué que certains passagers avaient été kidnappés. *(Deutsche Welle, le 05-04-2022)*

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Les services de renseignement en passe de renforcer les mesures de protection des technologies sud-coréennes...

Un total de 99 tentatives de fuite de technologies industrielles vers l'étranger a été détecté au cours de ces cinq dernières années. D'après l'annonce faite samedi par le Service national de renseignement (NIS), 19 d'entre elles ont été dans le domaine de l'écran, 17 dans celui de l'électricité et de l'électronique, 17 dans les semi-conducteurs, 9 dans l'automobile, 8 dans la construction navale et 8 également dans les TIC. D'après les calculs établis par les entreprises concernées, l'identification de ces fuites aurait prévenu un préjudice de 22 000 milliards de won, soit 16,3 millions d'euros. Dans la foulée, un responsable du NIS a fait savoir que son institution renforcerait davantage sa coordination avec la police, le parquet ainsi que les ministères concernés pour protéger les technologies du pays. *(KBS World Radio, le 04-04-2022)*

Des diplomates russes soupçonnés d'être liés aux services de renseignement expulsés de plusieurs pays européens...

C'est une décision rarissime. Le gouvernement allemand exige le départ dans les cinq jours de quarante diplomates russes. Si cette décision suit la découverte de massacres dans la ville de Bucha, elle était en germe depuis quelques semaines. Selon le ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock, ces diplomates travailleraient directement ou indirectement pour les services secrets russes. Ils constitueraient donc une menace pour les Ukrainiens et les opposants russes qui ont fui leur pays ces dernières semaines. L'ampleur de ces expulsions est inégalée et est un avant-goût de ce que les Européens pourraient décider dans le courant de la semaine. *(Radio Vatican, le 05-04-2022)*

L'Allemagne déclare quarante diplomates russes personae non gratae, indésirables sur le territoire allemand. Ces personnes doivent retourner en Russie. L'annonce a été faite par la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock. Berlin affirme que ces diplomates travaillent pour les services de renseignement russes et qu'ils agissent contre la paix et la cohésion sociale en Allemagne. Le ministère russe des Affaires étrangères menace de prendre des mesures réciproques. Ces dernières semaines des expulsions réciproques de diplomates ont déjà eu lieu entre les deux pays dans le contexte de l'agression russe en Ukraine.

(Deutsche Welle, le 05-04-2022)

Après la France et l'Allemagne lundi, l'Italie, le Danemark et la Suède ont à leur tour expulsé mardi des dizaines de diplomates russes, marquant une nouvelle dégradation des relations avec Moscou après la découverte de massacres imputés aux forces russes près de Kiev. L'Italie a décidé d'expulser trente diplomates russes pour des raisons de sécurité nationale, a déclaré mardi le ministre italien des Affaires étrangères Luigi Di Maio, qui s'exprimait à Berlin en marge d'une conférence sur la sécurité de la Moldavie. « Cette mesure, prise d'un commun accord avec nos partenaires européens et atlantiques, a été rendue nécessaire pour des raisons liées à notre sécurité nationale et dans le contexte de la situation actuelle de crise liée à l'agression injustifiée de l'Ukraine par la Fédération de Russie » a déclaré le chef de la diplomatie italienne. Et mardi matin, le Danemark a lui aussi décidé d'expulser quinze diplomates russes ayant mené des activités d'espionnage sur le sol danois a affirmé le ministre des Affaires étrangères Jeppe Kofod. La Suède a elle aussi annoncé en milieu de journée l'expulsion de trois diplomates russes.

(La voix de la Turquie, le 05-04-2022)

En Jordanie, des militants des droits de l'Homme auraient été espionnés à l'aide du logiciel Pegasus...

Les téléphones portables de quatre militants jordaniens des droits de l'Homme ont été piratés sur une période de deux ans avec le logiciel espion Pegasus de la société israélienne de cybersécurité NSO ont affirmé mardi des chercheurs en droits numériques. Les conclusions de Front Line Defenders et Citizen Lab indiquent qu'au moins certains des piratages semblent avoir été effectués par le gouvernement jordanien. Amman a nié les allégations selon l'Associated Press, et NSO n'a fait aucun commentaire sur les conclusions, mais réitéré que la surveillance de militants politiques équivaut à une utilisation inappropriée de son produit. Le groupe NSO s'est retrouvé exposé en juillet 2021 après des enquêtes publiées par un consortium de médias internationaux révélant que son logiciel Pegasus avait permis d'espionner les téléphones de journalistes, d'hommes politiques, de militants ou de chefs d'entreprise de différents pays, incluant le président français, Emmanuel Macron. Mardi, l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri, actuellement détenu par Israël, a déposé une plainte en France contre la société israélienne de cybersécurité NSO pour avoir illégalement infiltré son téléphone portable avec le logiciel espion Pegasus. Selon le Front Line Defenders et Citizen Lab, ces affaires, ainsi que les précédentes, équivalent à un acte d'accusation indiscutable contre le groupe NSO et son propriétaire, pour leur incapacité ou leur refus de mettre en place les garanties les plus élémentaires en matière de respect des droits de l'Homme.

(124News, le 06-04-2022)

... MILITAIRE ...

Le Japon en passe de renforcer son budget consacré à la défense...

Le ministre japonais de la Défense, Nobuo Kishi, a déclaré hier que la coopération de la communauté internationale pour répondre à l'invasion russe de l'Ukraine est très importante afin de limiter les actions de la Chine et de prévenir les événements dans le détroit de Taïwan. En outre, il a précisé que le budget nécessaire pour renforcer fondamentalement la capacité de défense du Japon devrait être assurée dans un contexte de sécurité de plus en plus sévère autour du Japon. Il a exprimé l'idée d'augmenter le budget de la défense pour 2023. Selon ses propos rapportés par la presse japonaise concernant le renforcement des armements et les activités fréquentes de la Chine, Nobuo Kishi indique que considérant les événements possibles à Taïwan, il est nécessaire que la communauté internationale coopère en soutenant l'Ukraine et avec des sanctions économiques pour montrer que le changement du statu quo par la force se paye à un prix élevé. Ces propos font écho à ceux de l'ancien Premier ministre japonais Shinzo Abe qui a déclaré récemment que, comme l'Allemagne qui réagit à la

situation en Ukraine, le Japon doit s'aider lui-même et accélérer l'augmentation des dépenses de défense à plus de 2% du produit intérieur brut (PIB).

(Radio Taiwan international, le 05-04-2022)

Selon un nouveau rapport, la Corée du Nord poursuivrait le développement de l'arme nucléaire...

P'yongyang aurait continué à développer l'arme nucléaire et les projectiles même avant de tester récemment son missile balistique intercontinental (ICBM). C'est ce qu'indique le rapport annuel du Comité des sanctions contre la Corée du Nord publié le 31 mars dernier. Le document s'est appuyé sur la remise en opération du réacteur de Yongbyon, les activités détectées dans la mine d'uranium à Pyongsan et la réparation des installations nucléaires pour justifier son argument. Comme le rapport s'établit sur la période entre août et fin janvier dernier, les données sur le dernier tir de l'ICBM du 24 mars n'ont pas été prises en compte. Or, le panel d'experts estime que le royaume ermite n'a pas renoncé à renforcer son arsenal, en invoquant les cinq priorités liées à l'arme atomique annoncées lors du 8e congrès du Parti des travailleurs en janvier 2021. Les auteurs ont analysé que le régime de Kim Jong-un était doté d'une capacité de tir rapide avec notamment le développement du tracteur-érecteur-lanceur, et pourrait aussi mettre en œuvre la technique permettant aux missiles hypersoniques de ne pas être interceptés. Selon les spécialistes onusiens, P'yongyang pouvait poursuivre ces activités grâce au détournement des sanctions économiques qui devient de plus en plus rusé. En dehors des moyens traditionnels comme le transbordement en mer, il a recouru à l'usurpation des données de ses navires et à la falsification de leur apparence afin d'importer des marchandises. Le piratage sur les plateformes d'échange de monnaies virtuelles constitue aussi une de ses sources de devises étrangères.

(KBS World Radio, le 04-04-2022)

Selon Mark Milley, les capacités balistiques nord-coréennes sont une réelle menace contre le continent américain...

Le chef de l'état-major interarmées américain a affirmé que les capacités balistiques nord-coréennes représentaient une menace réelle contre le continent américain, mais également contre les alliés et partenaires de la région indopacifique. Mark Milley en a fait part, hier, devant la commission des Forces armées de la Chambre des Représentants. Le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, a lui aussi affiché le même sentiment dans un document écrit déposé au Congrès, en soulignant qu'il ne faudrait pas négliger d'autres menaces en plus de la Russie et de la Chine, telles que la Corée du Nord ou l'Iran. Enfin, le président de la commission de la chambre basse, Adam Smith, a également signalé que le régime de Kim Jong-un, Téhéran et le terrorisme supranational demeuraient comme un danger permanent.

(KBS World Radio, le 06-04-2022)

Selon Washington, la Corée du Nord pourrait prochainement procéder à un nouvel essai nucléaire...

Aux États-Unis, le représentant spécial du département d'État pour la Corée du Nord prévoit une nouvelle provocation nord-coréenne pour le 15 avril, date du 110e anniversaire de son défunt fondateur Kim Il-sung. Sung Kim a précisé qu'il pourrait s'agir de lancer un autre missile ou de faire exploser une bombe atomique. Sachez que depuis 2006, le pays communiste a effectué un total de six essais nucléaires, dont le dernier en 2017. La sous-secrétaire d'État Wendy Sherman estime elle aussi que le régime de Kim Jong-un continuera sa démonstration de force. La numéro 2 de la diplomatie américaine a d'emblée évoqué la nécessité de prendre des mesures fortes pouvant lui faire comprendre qu'il ne pourra pas la poursuivre sans rien payer, et montrer à la fois que les USA disposent de force de dissuasion suffisamment fiable pour riposter à toute attaque. Sung Kim a pourtant exhorté une fois de plus P'yongyang à accepter l'offre de dialogue de Washington. Il a réaffirmé que son pays continuerait à proposer une approche ouverte à la diplomatie avec sérieux et détermination. Et d'ajouter que c'est le seul moyen pour que le royaume ermite avance dans la bonne direction. L'envoyé américain a également haussé le ton vis-à-vis de la Russie et de la Chine. Selon lui, l'instabilité dans la péninsule ne profitera à personne et ces deux nations doivent user de leur quelconque influence sur les décisions de P'yongyang et également faire preuve de fermeté à l'égard de celui-ci au sein du Conseil de sécurité des Nations unies.

(KBS World Radio, le 07-04-2022)

La Corée du Sud scrute de très près l'évolution de la situation face à la possibilité que sa voisine du Nord effectue un nouveau tir de missile balistique intercontinental (ICBM) ou un essai nucléaire à l'occasion de son Jour du soleil, une fête nationale célébrant la naissance de son fondateur Kim Il-sung, le 15 avril. Une annonce faite aujourd'hui par son ministère de la Réunification. Un de ses responsables a précisé que les services de renseignement sud-coréens et américains étaient prêts à toute éventualité, sans pour autant donner de précisions sur les informations militaires concernées. Le pays communiste serait en train de rétablir un des tunnels de son fameux site d'essais nucléaires de Punggye-ri, qu'il aurait démantelé en 2018, et envisagerait d'y tester une bombe visant à développer une arme atomique tactique de petite taille. À propos de l'information sur la possible démolition de l'hôtel Haegumgang du complexe touristique des monts Geumgang, au nord du 38^e parallèle, le ministère a annoncé attendre la réponse de P'yongyang, après lui avoir demandé de confirmer sa véracité. Cet ensemble, un des symboles de la coopération économique entre les deux parties, a été construit par le groupe sud-coréen Hyundai Asan, qui avait opéré les circuits touristiques de ses ressortissants aux monts jusqu'à leur suspension en 2008. Or, en 2019, Kim Jong-un a ordonné la destruction de ses installations « minables » réalisées par le Sud. Son pays aurait alors lancé les travaux en ce sens. Les deux Corées continuent pourtant leur communication par le biais des liaisons téléphoniques entre leurs bureaux respectifs.

(KBS World Radio, le 07-04-2022)

Au Venezuela, renforcement de la sécurité de toutes les installations stratégiques...

Le gouvernement vénézuélien a décidé ce lundi de renforcer la sécurité de toutes les installations stratégiques du pays. Cette fin de semaine, le président Nicolas Maduro a dénoncé des plans de déstabilisation ourdis par son homologue colombien, Ivan Duque. Selon un rapport confidentiel remis au président Maduro, le plan d'Ivan Duque aurait pour cible le réseau national électrique et les services d'adduction d'eau afin de saboter le redressement et la croissance économique du Venezuela. Ce lundi, le général Domingo Hernandez, commandant stratégique opérationnel des Forces armées bolivariennes a signalé que les forces de sécurité multiplient les actions de défense et de prévention du sabotage face aux nouvelles menaces terroristes en provenance de la Colombie. Il a annoncé entre autres une augmentation des patrouilles le long de la frontière avec le pays voisin.

(Radio Havane Cuba, le 05-04-2022)

Washington aurait discrètement procédé à un test de missile hypersonique au large de la côte ouest...

Les États-Unis ont procédé à la mi-mars à un test de missile hypersonique sans en publier l'information afin d'éviter une escalade des tensions avec la Russie, a rapporté mardi *CNN*. Le Lockheed Martin Hypersonic Air-Breathing Weapon Concept (HAWC) a été lancé depuis un bombardier B-52 au large de la côte ouest, a révélé un responsable de la défense à la chaîne américaine, volant à plus de 20 000 mètres d'altitude et sur une distance de plus de 483 kilomètres. On ne sait pas exactement à quelle vitesse le missile a volé. Le HAWC testé par les États-Unis est dépourvu d'ogive et utilise à la place son énergie cinétique pour détruire une cible. Il s'agit du deuxième test réussi d'un lancement de missile HAWC, le premier ayant été mené en septembre dernier avec le Raytheon HAWC, propulsé par un moteur scramjet Northrop Grumman. Le test a été effectué alors que le président américain Joe Biden se prépare à une visite auprès des alliés de l'OTAN en Europe. Vendredi, les États-Unis avaient déjà annulé un essai du missile balistique intercontinental *Minuteman III* afin d'éviter une escalade des tensions avec la Russie.

(124News, le 05-04-2022)

Des militaires tchèques déployés en Slovaquie dans le cadre d'un groupement tactique de l'OTAN...

Quelque 250 soldats de l'armée tchèque sont partis ce lundi pour une mission en Slovaquie, où ils feront partie d'un groupement tactique de l'OTAN. Cette nouvelle force multinationale, dirigée par la République tchèque, sera composée d'environ 2 100 soldats allemands, polonais, slovènes, néerlandais, américains et tchèques. Prague enverra en Slovaquie jusqu'à 650 hommes, dans le cadre d'une mission prévue jusqu'à la moitié de l'année prochaine. Le déploiement de ce groupement tactique a pour objectif de renforcer le flanc oriental de l'OTAN, dans le contexte de la guerre en Ukraine.

(Radio Prague international, le 04-04-2022)

Washington annonce la fourniture à l'Ukraine de 100 drones antichars *Switchblade*...

Un lot de drones capables de percer les blindages des chars et autres véhicules blindés est sur le point d'arriver en Ukraine. Ces armes sont fournies par les États-Unis. Le porte-parole du Pentagone, John Kirby, a déclaré mercredi que 100 drones *Switchblade* allaient arriver en Ukraine sous peu. L'administration du président américain Joe Biden s'est engagée le mois dernier à envoyer les drones à l'Ukraine pour l'aider à combattre les forces russes. M. Kirby a indiqué que la maîtrise des drones *Switchblade* peut se faire en deux jours environ. Il a ajouté qu'un petit nombre de soldats ukrainiens déjà aux États-Unis ont reçu une formation pour ce système. M. Kirby a ajouté que les États-Unis apporteront un soutien supplémentaire à l'armée ukrainienne si nécessaire.

(Radio Japon international, le 07-04-2022)

L'Allemagne et la Grande-Bretagne renforcent leur aide militaire à l'Ukraine...

Olaf Schulz a annoncé que l'Allemagne poursuivrait sa livraison d'armes à l'Ukraine pour renforcer ses capacités de défense. Le chancelier allemand s'exprimait lors d'une conférence de presse à Londres en compagnie de Boris Johnson. Le Premier ministre britannique qui a également fait savoir que l'aide militaire de son pays serait renforcée. Boris Johnson a promis l'envoi à l'Ukraine de missiles antichars et antiaériens supplémentaires.

(Deutsche Welle, le 08-04-2022)

Les États-Unis renforceraient leurs capacités biologiques militaires selon Moscou...

Moscou a annoncé que les États-Unis renforçaient leurs capacités militaires biologiques à travers le monde, profitant des lacunes de la législation internationale, dans une soixantaine de sites dans des régions limitrophes de la Russie et de la Chine. Lors d'une réunion informelle du Conseil de sécurité de l'ONU, le commandant des forces de protection radiologique, chimique et biologique des forces armées russes, Igor Kirillov, a déclaré qu'il existe environ 60 sites dans les régions frontalières de la Russie et de la Chine, qui ont été modernisés depuis 2005 au profit de l'administration militaire américaine. Citant des données du ministère chinois des Affaires étrangères, Kirillov a noté que le Pentagone supervise aujourd'hui 336 laboratoires dans 30 pays en dehors de la juridiction nationale. Kirillov a ajouté : « Les principaux sous-traitants du département américain de la Défense sont Metabiota, Blake and Fitch et CH-to-M-Hill, qui sont chargés de construire des installations biologiques et de fournir des équipements aux laboratoires biologiques du Pentagone dans le monde entier. Le montant total du financement a dépassé les 5 milliards de dollars. Le porte-parole présidentiel russe, Dmitry Peskov, a annoncé ce mercredi 6 mars, que les laboratoires biologiques américains soulèvent de nombreuses questions non seulement pour la Russie, qu'ils ne sont pas transparents, et que les États-Unis sont obligés de fournir des informations complètes à leur sujet. Le 31 du mois dernier, la coprésidente de la commission parlementaire russe chargée d'enquêter sur les activités des laboratoires biologiques en Ukraine, Irina Yarovaya, a annoncé que les recherches menées par la partie ukrainienne seraient évaluées comme une menace pour la Russie et l'Ukraine elle-même, ainsi que la communauté mondiale. La semaine dernière, la Douma d'État et la Fédération de Russie ont adopté une résolution sur la création d'une commission mixte chargée d'enquêter sur les activités des laboratoires biologiques en Ukraine. Selon le président de la Douma d'État, Viatcheslav Volodine, dans le cadre de cette enquête, la sous-secrétaire d'État américaine aux Affaires politiques, Victoria Nuland, devrait être parmi les premières à être interrogée.

(Press TV, le 08-04-2022)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Israël au dixième rang des exportateurs d'armes selon le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm...

Israël a été classé au dixième rang des exportateurs internationaux d'armes au cours des cinq dernières années par un groupe de réflexion indépendant sur la sécurité mondiale. Le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, mesurant le commerce des armes de 2017 à 2021, signale que ce marché vers l'Europe a augmenté, que les États du Golfe sont les principaux importateurs et qu'Israël reste un acteur majeur. Le rapport publié le mois dernier indique qu'Israël a représenté 2,4% des exportations internationales d'armes entre 2017 et 2021, les principaux destinataires étant l'Inde, l'Azerbaïdjan et le Vietnam. Le volume des exportations d'Israël a toutefois chuté de 5,6% au cours de la période par rapport aux cinq années précédentes. Les seuls autres pays du Moyen-Orient parmi les 25 premiers exportateurs d'armes sont la Turquie au 12e rang, les Émirats

arabes unis au 18e rang, et la Jordanie au 25e. Les cinq principaux pays dominant le commerce mondial, représentent 77% de toutes les exportations. Il s'agit des États-Unis avec 39%, suivis de la Russie 19%, puis de la France, de la Chine et de l'Allemagne. Dans le top 10 des exportateurs on retrouve l'Italie, le Royaume-Uni, la Corée du Sud et l'Espagne, selon l'institut de recherche. Les États-Unis ont livré des armes à 103 pays entre 2017 et 2021, les avions constituant la majorité de ces expéditions, suivis des missiles et des véhicules blindés, la plus grande part ayant été acheminée au Moyen-Orient. La Russie de son côté, a principalement envoyé des armes à l'Inde, à la Chine, à l'Égypte et à l'Algérie, mais ses exportations ont chuté de 26%. Israël est par ailleurs le quatorzième plus grand importateur d'armes, représentant 1,9% de la part mondiale. 92% de ses importations proviennent des États-Unis, des avions à réaction F-35 et des bombes guidées principalement, suivies par des expéditions depuis l'Allemagne, pour les sous-marins, et l'Italie. Quatre des dix principaux importateurs se trouvent au Moyen-Orient : l'Arabie saoudite et l'Égypte à la troisième place, le Qatar à la sixième place et les Émirats arabes unis à la neuvième place. Les importations égyptiennes ont bondi de 73%. Les États-Unis sont le treizième plus grand importateur, les principaux fournisseurs étant le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la France. La Russie ne fait pas partie des 25 premiers importateurs. (I24News, le 04-04-2022)

Washington a décidé de vendre à Taïwan des équipements liés au système de défense anti-aérien *Patriot*...

L'administration du président américain Joe Biden a décidé de vendre à Taïwan des équipements liés au système de défense anti-aérien *Patriot*. Mardi, l'administration a expliqué avoir fait part de sa décision au Congrès. L'accord proposé est estimé à 95 millions de dollars et inclut une assistance pour l'opération du système *Patriot* et des équipements annexes. Le département américain de la Défense a déclaré : « Cette vente proposée aidera à maintenir la densité de missiles du destinataire et assurera une préparation aux opérations aériennes. Le destinataire pourra utiliser ces capacités comme force de dissuasion face aux menaces régionales et pour renforcer la défense de son territoire ». Les États-Unis sont de plus en plus préoccupés par la Chine qui a refusé de condamner la Russie pour son invasion de l'Ukraine. Washington craint que Pékin ne tente de se réunifier avec Taïwan par le biais de sa force militaire.

(Radio Japon international, le 06-04-2022)

Le ministère des Affaires étrangères a publié un communiqué de presse tôt ce matin pour annoncer la décision américaine de la vente d'équipements et de services dans le cadre de l'assistance technique de l'entrepreneur *Patriot* (Patriot Contractor Technical Assistance). Un contrat d'une valeur totale de 95 millions de dollars américains (environ 86 millions d'euros). Selon l'Agence américaine de coopération en matière de sécurité et de défense (DSCA), cette vente impliquera une assistance technique sous-traitante et des équipements connexes pour le système de défense antimissile *Patriot*. Cette vente comprend la formation, la planification, la mise en service, le déploiement, l'exploitation, la maintenance et le maintien en puissance du système *Patriot*, des équipements associés et des éléments de soutien logistique, ainsi que des équipements de soutien au sol et des pièces de rechange, toujours selon le communiqué de la DSCA. Selon le ministère des Affaires étrangères, il s'agit de la troisième vente d'armement à Taïwan depuis l'arrivée au pouvoir de Joe Biden en janvier 2021. La porte-parole du ministère Joanne Ou a salué cette vente : « C'est la troisième fois que l'administration Biden annonce une vente d'armes à Taïwan et la deuxième fois en 2022. Cela démontre pleinement l'importance que le gouvernement américain accorde aux besoins de défense de Taïwan et que ce dernier poursuit sa politique de normalisation des ventes d'armes à Taïwan. Cette politique permet à Taïwan de se doter immédiatement des équipements nécessaires à sa défense et d'améliorer efficacement sa capacité de dissuasion ». Notons que la première vente datant d'août 2021 comprenait 40 canons automoteurs *Paladin* M109A6 ainsi que des équipements liés à ces derniers, pour un coût total de 750 millions de dollars américains, soit environ 683 millions d'euros. La deuxième, en février, concernait un contrat de 100 millions de dollars américains (91 millions d'euros) comprenant des équipements et des services pour soutenir la participation au programme Patriot International Engineering Services (IESP) et au programme de surveillance sur le terrain (FSP) pendant cinq ans.

(Radio Taïwan international, le 06-04-2022)

Le Bundestag approuve l'achat de 140 missiles pour armer les drones de la Bundeswehr...

L'Allemagne va pour la première fois se doter de drones armés. La commission de la Défense du

Bundestag, la chambre basse du parlement allemand a donné hier son accord à l'équipement de la Bundeswehr en drones armés. C'est une première en Allemagne qui a décidé d'augmenter massivement ses dépenses militaires après l'invasion russe de l'Ukraine. Les parlementaires allemands ont approuvé l'achat de 140 missiles pour armer des drones israéliens de modèle *Heron TP*. Par ailleurs le ministère de la Défense compte utiliser 60 d'entre eux pour des entraînements et les 80 autres pour un usage opérationnel. Le coût total de la commande est de 152,6 millions d'euros et les équipements devraient être livrés à l'Allemagne d'ici deux ans.
(*Deutsche Welle, le 07-04-2022*)

Sur fond de la guerre en Ukraine qui sème la peur en Europe, l'Allemagne se voit contrainte d'acheter des drones militaires israéliens *Heron TP*. D'abord opposé aux drones armés, l'Allemagne décide finalement d'acquérir 140 missiles pour un montant de plus de 150 millions d'euros destinés à équiper les *Heron TP* de l'israélien IAI. La commission de la Défense du Bundestag a donné mercredi son feu vert à l'achat de drones armés, une première en Allemagne que l'opération militaire russe en Ukraine a décidé à augmenter massivement ses dépenses militaires. D'une valeur de 152,6 millions d'euros, les drones seront remis au ministère allemand de la Défense d'ici deux ans. 60 d'entre eux seront utilisés pour l'entraînement tandis que 80 autres pour une utilisation opérationnelle, un document de la Défense allemande précisant que les drones doivent être utilisés pour soutenir les troupes allemandes à l'étranger. L'Allemagne avait prévu d'acheter les drones en 2018, mais les sociaux-démocrates, dirigés par Olaf Schultz, alors membre de la coalition au pouvoir, s'y sont opposés et ont annulé le projet. L'achat du *Heron TP* israélien fait suite à l'approbation obtenue par l'Allemagne des États-Unis et d'Israël pour l'acquisition du système de défense antimissile israélien *Arrow 3 Iron Dome*. Signé début avril selon *BFMTV*, le contrat porte un nouveau coup dur à l'industrie européenne de l'armement. Le budget de 100 milliards d'euros en armement décidé par l'Allemagne est dépensé à une grande vitesse. Après la décision d'acheter des F-35, Berlin va s'équiper de l'*Arrow 3*, le système antimissile israélien également surnommé *Dôme de Fer*.
(*Press TV, le 08-04-2022*)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence
www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com
Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30